Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article681

HaÃ¯ti : Annulation de la dette et retrait des troupes Ã©trangÃ¨res !

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 17 dÃ©cembre 2008

Mis Ã jour le : mardi 30 dÃ©cembre 2008

UGTG.org

Sur invitation de la Centrale autonome des Travailleurs haÃ¯tiens (CATH), des dÃ©lÃ©guÃ©s d'une vingtaine d'organisations des pays de l'AmÃ©rique et de la CaraÃ¯be ont participÃ© le 12 dÃ©cembre Ã IIIe confÃ©rence caraÃ¯bÃ©enne internationale, sous le thÃ¨me : Â« DÃ©fendre HaÃ¯ti, c'est nous dÃ©fendre nous-mÃªmes Â ». Cette activitÃ© rentre dans le cadre d'une campagne de souverainetÃ© nationale menÃ©e par diverses organisations syndicales nationales et internationales. L'objectif, c'est de lutter pour l'annulation de la dette d'HaÃ¯ti et aussi plaider pour le retrait des troupes Ã©trangÃ¨res du territoire haÃ¯tien, lesquelles troupes sont un obstacle au dÃ©veloppement rÃ©el du pays.

Sur invitation de la Centrale autonome des Travailleurs haÃ¯tiens (CATH), des dÃ©lÃ©guÃ©s reprÃ©sentant une vingtaine d'organisations syndicales des pays de l'AmÃ©rique, dont le Mexique, les Etats-Unis, le BrÃ©sil, l'Equateur, le PÃ©rou...ont participÃ© le vendredi 12 dÃ©cembre dernier, Ã la troisiÃ¨me confÃ©rence caraÃ¯bÃ©enne internationale, sous le thÃ¨me : Â« DÃ©fendre HaÃ¯ti, c'est nous dÃ©fendre nous-mÃªmes Â ». Cette activitÃ© rentre dans le cadre d'une campagne de souverainetÃ© nationale menÃ©e par diverses organisations syndicales nationales et internationales. L'objectif, c'est de lutter pour l'annulation de la dette d'HaÃ¯ti et aussi plaider pour le retrait des troupes Ã©trangÃ¨res du territoire haÃ¯tien, lesquelles troupes sont un obstacle au dÃ©veloppement rÃ©el du pays.

Â« *Nous ne pouvons pas parler de dÃ©veloppement d'HaÃ¯ti dans un contexte d'occupation. La grande partie de la population haÃ¯tienne croupit dans la misÃ¨re alors que la prÃ©sence des troupes Ã©trangÃ¨res coÃ »te 540 millions de dollars amÃ©ricains. Cet argent pourrait aider l'Etat haÃ¯tien Ã construire plus d'Ã©coles, de centres de santÃ©, Ã crÃ©er beaucoup plus d'emplois...* Â », a dÃ©clarÃ© Dukens RaphaÃ« l, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la ConfÃ©dÃ©ration des Travailleurs du Secteur public/privÃ© (CTSF), vendredi dernier Ã l'hÃ´tel El Rancho.

Abondant dans le mÃªme sens, les reprÃ©sentants des mouvements ouvriers des pays de l'AmÃ©rique latine croient que la recherche du bien-Ãªtre d'un pays dÃ©pend de son auto-dÃ©termination. Â« **Pour le paiement de la dette externe Ã la Banque Mondiale, l'Etat haÃ¯tien paiera 58, 2 millions de dollars en 2008 et 50, 9 millions de dollars en 2009. Chaque semaine un million de dollars partent ainsi en fumÃ©e alors que le peuple meurt de faim. Plus de 80% de la population vit au seuil de la pauvretÃ©, soit avec moins d'un dollar amÃ©ricain par jour. Le capital humain n'est pas valorisÃ© alors qu'on verse des millions aux troupes Ã©trangÃ¨res** Â », a avancÃ© pour sa part FignolÃ© Saint-Cyr, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la CATH, soulignant que la prÃ©sence de la MINUSTAH n'est pas nÃ©cessaire dans le pays, car il n'existe aucun problÃ¨me d'insÃ©curitÃ© mais plutÃ´t un problÃ¨me de misÃ¨re liÃ©e au chÃ´mage.

Les invitÃ©s, quant Ã eux, n'ont pas cachÃ© leur dÃ©termination Ã s'engager dans cette lutte contre la prÃ©sence des casques bleus dans le pays et pour l'annulation de la dette d'HaÃ¯ti. Colia Clark de Chair Green Party, NYC et reprÃ©sentant d'autres organisations ouvriÃ¨re, venue des Etats-Unis pour cette activitÃ©, croit que la dette d'HaÃ¯ti est une hypocrisie des pays qui se disent amis d'HaÃ¯ti. Â« Ce n'est pas possible qu'HaÃ¯ti continue Ã payer le service de la dette, dit-elle. Au contraire, on devrait lui rendre ce qu'on lui a enlevÃ© durant l'occupation amÃ©ricaine. Il faut qu'il y ait aussi une campagne de sensibilisation auprÃ¨s des organisations internationales, dont l'Unesco et l'Unicef, en termes de gestion des fonds collectÃ©s pour un dÃ©veloppement rÃ©el du paysÂ », a-t-elle poursuivi.

En vue de mener des actions concrÃ¨tes, des campagnes de sensibilisation suivies des pÃ©titions sont organisÃ©es dans divers pays du continent pour dÃ©fendre HaÃ¯ti. Â« Nous avons dÃ©jÃ soumis une pÃ©tition Ã l'actuel gouvernement brÃ©silien avec plus de 14 000 signatures. Une autre campagne est en train d'Ãªtre menÃ©e par des

organisations syndicales pour continuer la lutte pour la souverainetÃ© de la RÃ©publique d'HaÃ¯ti Â », a indiquÃ© Julio Turra, reprÃ©sentant du CUT, un mouvement ouvrier du BrÃ©sil.

M. Turra a plus loin fait remarquer qu'on ne peut pas construire des nations libres et souveraines sous l'occupation de troupes Ã©trangÃ¨res. C'est exactement le cas d'HaÃ¯ti, dit-il. Il pense que tous les peuples du monde ont le droit Ã l'auto-dÃ©termination. Alors que la MINUSTAH est commandÃ©e par le BrÃ©sil, des dizaines d'organisations syndicales brÃ©siliennes dont des proches du prÃ©sident brÃ©silien ne cessent de soumettre des pÃ©titions pour le retrait des troupes Ã©trangÃ¨res du territoire haÃ¯tien.Â« Le BrÃ©sil est un pays oÃ¹ les luttes pour la souverainetÃ© des peuples sont prises avec beaucoup de prÃ©occupation. Donc, c'est vraiment une contradiction terrible que le prÃ©sident Lula ait acceptÃ© la proposition de l'impÃ©rialisme amÃ©ricainÂ », a-t-il soutenu.

ValÃ©ry DAUDIER
| Source : Le Nouvelliste